

## PRINCIPALES FORMES DE L'AIDE ALIMENTAIRE EN FRANCE

Quoi ? <small>Action développée</small>	distribution de colis ou de panier	service de repas	épicerie sociale	épicerie solidaire	chèques alimentaires, ou chèque d'accompagnement individualisé
Quand ? <small>Fréquence/durée</small>	Ponctuel, <b>permanent</b> , et/ou saisonnier. en général un à plusieurs Jours/semaine.  D'une distribution, à un accès permanent, <b>en général trois à six mois</b>	<b>Ponctuel</b> , permanent, et/ou saisonnier.	Ponctuel, <b>permanent</b> , et/ou saisonnier.  D'une distribution, à un accès permanent, <b>en général trois à six mois</b>	Ponctuel, <b>permanent</b> , et/ou saisonnier.  D'une distribution, à un accès permanent, <b>en général trois à six mois</b>	<b>Ponctuel</b> , permanent, et/ou saisonnier.
Où ?	Lieu permanent Et/ou saisonnier ( <i>barnum par ex</i> ), Points relais.  Distribution à domicile en milieu rural ( <i>rare, si hors cadre aide à domicile payante</i> )	Lieu permanent Et/ou saisonnier ( <i>barnum par ex</i> ).	<b>Lieu permanent</b> Et/ou saisonnier ( <i>barnum par ex</i> ).  Livraison rurale rare.	<b>Lieu permanent</b> Et/ou saisonnier ( <i>barnum par ex</i> ).  Livraison rurale rare.	<b>Lieu permanent</b> Et/ou saisonnier.
Comment ? <small>Procédés, méthodes...</small>	Distribution d'un colis type,  Distribution de colis différenciés liés à la ramasse.	<b>Repas chaud pris collectivement sur place</b> , repas froid, Petit déjeuner, Gouter.	Self accès aux denrées, <b>choix au moins partiel</b> . Prépondérance d'un acteur social public.	Self accès aux denrées, <b>choix au moins partiel</b> . Prépondérance d'un (ou des) acteur social privé.	Remise d'un titre de paiement à valeur faciale, par un acteur social.
Combien ? <small>Estimation des coûts</small>	<b>assez coûteux</b> , Prend du temps, ( <i>bénévoles pour la ramasse, la mise en place, la distrib, le restockage, l'entretien, le suivi</i> ).	<b>Coûteux</b> , Nécessité de faire la cuisine dans un cadre Très contraignant. Peu envisageable sans personnel, sauf ponctuellement.	<b>coûteux</b> , Prend du temps, ( <i>salariés, bénévoles pour la ramasse, la mise en place, la distrib, le restockage, l'entretien, le suivi</i> ).	<b>coûteux</b> , Prend du temps, ( <i>salariés, bénévoles pour la ramasse, la mise en place, la distrib, le restockage, l'entretien, le suivi</i> ).	<b>Peu Coûteux</b> , En temps et en structure. Coûteux en volume d'aide équivalent.
Pourquoi ? <small>(besoin/résultat)</small>	Lutter contre la faim et la malnutrition. représente aussi un revenu de substitution pour les bénéficiaires	Lutter contre la faim et la malnutrition. représente aussi un revenu de substitution pour les bénéficiaires	Lutter contre la faim et la malnutrition. représente aussi un revenu de substitution pour les bénéficiaires Engager un accompagnement global	Lutter contre la faim et la malnutrition. représente aussi un revenu de substitution pour les bénéficiaires Engager un accompagnement global	Lutter contre la faim et la malnutrition. représente aussi un revenu de substitution pour les bénéficiaires Engager un accompagnement global
Qui ? <small>(localement)</small>	SPD – banq alim, Entraide de la Baie, Restos du cœur ( <i>Combours, Pontorson</i> )	Restaurant social du ccas - Rennes	Epicerie Arc en ciel, Fougères	Epicerie – Centre social Ty-Blosne ( <i>non adhérente à l'ANDES</i> )	Secours cath rennes, Certain Ccas ( ?)

**Ces actions alimentaires**, peuvent s'inscrire dans ou hors le programme européen d'aide aux plus démunis (PEAD – lié à la politique agricole et à la gestion des excédents) et le programme national d'aide alimentaire (PNAA – viandes, poissons, fruits et légumes – lui-même partie du Plan national de renforcement de la lutte contre la précarité et l'exclusion qui est mis en place depuis 2003 par le gouvernement). – quatre associations participent actuellement à ces programmes alimentaires (Fédération des banques alimentaires, Secours populaire, Croix-Rouge, Restos du cœur).

Deux programmes nationaux plus récents viennent compléter le dispositif (Programme alimentation et insertion : information et lien social. - Programme de développement de l'Aide Alimentaire : mieux coordonner et développer l'existant).

**Des systèmes mixtes** (empruntant à l'un ou l'autre de ces modèles d'organisation) existent. Selon qu'il s'agit d'une association locale indépendante, ou d'une association fédérée et/ou membre d'un réseau, la marge de manœuvre dans la conduite du projet, n'est pas la même (de même que la crédibilité, la pérennité de l'action, les sources d'information, de soutien et de formation).

Des parallèles sont souvent établis avec l'aide **alimentaire internationale**, les programmes internationaux aide projet (généralement sous la forme de "Food for Work" (Vivres contre travail), sont parfois adaptés aux projets nationaux. De même certaines préoccupations nutritionnelles, peuvent parfois, se rejoindre.

**Avantages & inconvénients des principaux systèmes d'aide**: la distribution traditionnelle (paniers), est techniquement plus facile à gérer, généralement moins coûteuse, et permet d'agir directement sur l'équilibre alimentaire de l'aide distribuée (colis équilibré au sens du PNNS), elle est souvent dénoncée comme stigmatisante et contribuant peu à l'insertion des bénéficiaires. Les épiceries, présentent l'avantage de répondre plus individuellement aux besoins des bénéficiaires, de ne pas rompre la perception du lien entre le produit et sa valeur réelle, elles sont supposées accueillir plus dignement les bénéficiaires et proposer des actions d'accompagnement périphériques, pour un accompagnement plus global. Ces avantages & inconvénients sont à corrélérer largement à ce qui est effectivement mis en place (systèmes plus ou moins mixtes). Ces deux modes de distribution ne sont pas nécessairement, exclusif l'un de l'autre, et peuvent même utilement être complétés par la distribution de repas (ponctuelle ou non), et le chèque accompagnement, pour répondre efficacement aux besoins d'un territoire.

**Les études actuellement publiées**, qui portent sur l'aide alimentaire en France, s'accordent généralement sur les aspects suivants :

- les bénéficiaires de l'aide alimentaire sont estimés à 2 000 000 en France,
- l'aide alimentaire est quantitativement insuffisante au plan national, une partie du public cible de l'aide alimentaire est donc dans la recherche de la satisfaction d'un besoin primaire (*manger à sa faim*),
- le public cible de l'aide alimentaire est majoritairement peu sensible aux messages d'éducation nutritionnelle,
- malgré des efforts, l'aide alimentaire est d'une qualité nutritionnelle impropre à répondre aux recommandations du PNNS, concernant un public, dont les habitudes alimentaires sont déjà généralement inadaptées.

#### **A consulter :**

- recours à l'aide alimentaire dans les familles démunies, Pascale Gerbouin & Michel Chauliac, Centre international de l'enfance, novembre 1996,
- l'UE met les associations d'aide alimentaire à la diète, Sophie Pams, Le Point, mai 2011,
- l'aide alimentaire en France, ministères de l'agriculture, du Logement & de la ville, juin 2009,
- répertoire départemental d'aide alimentaire, CODES35, GRSP, septembre 2009,
- épiceries sociales et solidaires en Ille & Vilaine, Franck Helleboid, juin 2011,
- épicerie sociale « Arc en ciel » Fougères, fiche de visite, mars 2011,
- annu'aide alimentaire Bretagne, groupe de travail « alimentation-nutrition» DRASS, juin 2008,
- deux programmes nationaux pour l'aide alimentaire, CERIN, avril 2009,
- Banques alimentaires Canada, diverses études et témoignages, site internet,
- baromètre 2008, fédération française des banques alimentaires,
- E3A : enquête auprès des associations d'aide alimentaire, Nicole Darmon, Inserm, 2006,
- comportements alimentaires et situations de pauvreté, Christine César, étude Abéna, 2004-05,
- guide pratique pour aide alimentaire équilibrée, Nicole Darmon, Inserm, 2006.